

# 15 ans en arrière ?

Lettre ouverte à Etienne Apaire, président de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie (MILDT)

Paris, le 3 décembre 2007

Monsieur,

Quelques mois après votre nomination à la tête de la MILDT, vos premiers gestes et déclarations suscitent chez nous la plus vive inquiétude.

La MILDT a refusé à l'association d'auto-support d'usagers de drogues ASUD une subvention qu'elle lui accordait chaque année avant votre nomination, pour l'organisation des quatrièmes Etats Généraux des Usagers de drogues et de la Substitution (EGUS) qui auraient dû se tenir ces jours-ci. Vous ne pouvez ignorer cependant ni le rôle central des associations d'auto-support dans le champ de la réduction des risques, ni la qualité des débats, soulignée par tous, qui avait caractérisé les précédentes éditions des EGUS - puisque votre prédécesseur en avait inauguré la tenue il y a tout juste un an -, ni le caractère paradoxal d'une telle mesure, quelques années à peine après le vote de la loi du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé.

L'ensemble du secteur des intervenants en toxicomanie s'est toujours accordé en effet sur l'importance d'une collaboration avec les associations d'auto-support, tant comme vecteurs d'information que pour leur rôle d'éducation auprès des usagers, leur parler vrai sur les questions de dépendance ou de plaisir, ou comme regard critique sur l'élaboration des programmes. Loin d'« *encourager des usages illégaux* », comme vous le suggérez à l'AFP le 21 septembre dernier, les associations d'usagers sont des partenaires indispensables de la lutte contre les maladies infectieuses ou de la réduction des risques en général. Nous ne pouvons comprendre cette décision.

Selon *Valeurs actuelles* du 19 octobre 2007, vous vous seriez par ailleurs fixé comme objectif de « *renforcer l'idée selon laquelle la substitution n'est pas une fin en soi et qu'il faut en sortir* », ambition à nos yeux lourde de sous-entendus, que nous ne pouvons que rapporter aux débats souvent violents qu'avait suscités la mise en place des traitements de substitution il y a quinze ans.

Faut-il vous rappeler les succès imputables à ces traitements : chute spectaculaire du nombre d'overdoses, réduction du taux de nouvelles contaminations VIH chez les usagers de drogues à 3% des cas diagnostiqués en 2004, contre 40 % en 1993 avant l'arrivée du Subutex ? Faut-il aussi vous rappeler la fragilité de ces acquis, la difficulté de suivre des traitements aussi lourds que ceux du sida ou de l'hépatite C, qui sans la délivrance d'opiacés de synthèse se seraient souvent avérés impossibles, la menace que fait peser aujourd'hui sur les usagers de drogues l'hépatite C, la stigmatisation continuelle dont ils font l'objet ?

De l'avis unanime de nos structures, seul l'abandon de l'abstinence comme norme unique et préalable a permis de sauver des vies et continue de permettre aujourd'hui, dans bien des cas, de convaincre de se soigner, de rentrer en contact avec un établissement, d'entreprendre des démarches administratives ou juridiques. Le désaveu de ce parti-pris de pragmatisme ne peut que nous alarmer dans la bouche d'un président de la MILDT, dont la fonction devrait être de garantir une pluralité d'approches de la question des drogues.

Il nous laisse par ailleurs incrédules, tant les succès de la réduction des risques invalident vos positions. La stratégie de réduction des risques liés à l'usage de drogues adoptée depuis bientôt quinze ans en France a si bien fait ses preuves que le principe en a été inscrit dans la loi en 2004, avec l'adjonction de trois articles au Code de Santé Publique qui lui fixent notamment comme objectifs de prévenir la transmission des infections, la mortalité par surdose, et les dommages sociaux liés à la toxicomanie. Aujourd'hui ces objectifs nous paraissent plus d'actualité que jamais. Rien ne nous permet de penser en effet, dans le contexte actuel de progression de l'hépatite C, de diversification des produits, de progression des pratiques de polyconsommations, que nous puissions nous passer de programmes innovants, éclairés par l'expertise critique des usagers de drogues, et acceptant de suspendre tout jugement pour répondre concrètement aux problèmes sanitaires ou sociaux.

Rien ne nous permet non plus de penser que les députés qui ont voté cette loi, ni le secteur devenu désormais essentiel de la réduction des risques, puissent comprendre ce qui apparaît aujourd'hui comme un revirement de fond.

**C'est pourquoi nous vous demandons, Monsieur le Président, de bien vouloir :**

- revenir sur votre décision concernant Asud, et lui confirmer le soutien que la MILDT lui a apporté depuis huit ans ;**
- nous donner des garanties sur le respect du Code de la Santé Publique, en ses articles L. 3411-6, L. 3411-7 et L. 3411-8 notamment, qui concernent la réduction des risques ;**
- affirmer votre engagement dans la poursuite de la politique de réduction des risques initiée par vos prédécesseurs, et de ses extensions nécessaires pour faire face à l'évolution des pratiques de consommation et des risques sanitaires qui y sont liés.**

## **Signataires au 4 décembre 2007**

### **Associations**

**ACCES**

**Act Up-Paris**

**Actions Traitements**

**AERI**

**AFR** (Association Française de Réduction des risques)

**AIDES**

**ANPREF**, Association Nationale de Prévention et de réduction des risques en espaces festifs

**ARCAT**

**ARÈS 92**

**Autrement**, Association de RDR en milieu festif à Bordeaux

**Chrétiens et sida**

**CIRC Nord-est**

**CLIPS**, Collectif Local d'Information et de Prévention du SIDA, Mantes-la-jolie (Yvelines)

**Coordination Toxicomanie 18**

**Elus Locaux Contre le Sida**

**Espoir Goutte d'Or**

**EXAEQUO** (Reims)

**FASTI** (Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés)

**FRISSE**, Femmes, Réduction des rISques et SExualité (Lyon)

**FTCR** (Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives)

**Gay Pride Lyon**

**Gaïa Paris** (CSST Bus méthadone et CAARUD)

**Hôpital Marmottan**, Centre de Soins et d'Accompagnement des Pratiques Addictives

Collectif INTER-PES d'Ile-de-France, dont : **association Charonne, SOS Drogue**

**International, association Emergence, association FIRST, association Proses,**

**CAARUD Yucca, CSST Dune, Réseau Ville-Hôpital 77**

**Keep Smiling**, autosupport en milieux festifs, Lyon

**Le Kiosque Infos Sida & Toxicomanie** (Groupe SOS)

**Ligue des Droits de l'Homme** (LDH)

**Mille et Un Jardins**

**Mouvement Français pour le Planning Familial** (MFPF)

**Le Pare-A-ChuteS**, CAARUD du Morbihan

**Réduire Les Risques**

**Réseau Bastille**

**SAFE**

**Secours Catholique**

**Sidaction**

**SOS Hépatite Champagne Ardennes**

**Stalingrad Quartier Libre**

**Techno+**

**Le Tipi** (Marseille)

### **Syndicats et Partis**

**FSU**, Fédération Syndicale Unitaire

**MJS**, Mouvement des Jeunes Socialistes

Fédération **Sud Santé Sociaux**

## Personnes

**Philippe Batel**, Psychiatre-Addictologue  
**Denis Baupin**, adjoint au maire de Paris, chef de file des Verts pour les municipales de 2008

**Jean-Louis Bara**, Président de SAFE et directeur de CAARUD

**Patrick Beauverie**, membre de la commission nationale des Stupéfiants et de la commission nationale d'Addictologie, membre du conseil d'administration de Médecins du Monde

**Bernard Bertrand**, Chercheur en science sociale, Mulhouse

**François Bonnenfant**, psychanalyste et ancien président de l'association Psygay

**Pascale Brachet**, Directrice d'une association gestionnaire d'un Centre Spécialisé de Soins aux Toxicomanes et d'un Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues à Nantes

**Pascal Caroff**, responsable de projet au centre Dune de Cergy

**Natacha Chetcuti**, sociologue, EHESS Paris

**Anne Coppel**, sociologue, présidente d'honneur de l'Association française de réduction des risques

**Sergio Coronado**, adjoint au maire du 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

**Jean Pierre Couteron**, CEDAT, Mantes la Jolie.

**Véronique Dubarry**, Conseillère de Paris et du 10<sup>e</sup>, Porte parole de la campagne des Verts à Paris, Tête de Liste des Verts pour les municipales dans le 10<sup>e</sup>

**Cécile Duflot**, Secrétaire nationale des Verts

**Patrick Dumargne**

**Gabrielle Errard-Lalande**, médecin tabacologue

**Farid Ghehioeche**, Président d'honneur d'ENCOD (Coalition européenne des ONG pour des politiques justes et efficaces en matière de drogues)

**HF Guyon**, coordinateur médical et administratif du Réseau Bastille

**Adeline Hazan**, député européenne (PS)

**Amparo Ibanez**, enseignante

**Claude Jacob**, Psychiatre des Hôpitaux, Chef de service intersecteur des pharmacodépendances de la Moselle(Metz)

**Martine Klein**

**Jean Lamarche**, président de l'association Croix verte et Ruban rouge

**Audrey Leroy**, Directrice de l'association La Marmite (Bondy)

**Pierre Leyrit**, directeur Coordination Toxicomanie 18

**Alain Lhostis**, adjoint au Maire de Paris chargé de la santé et des relations avec l'APHP

**William Lowenstein**, Directeur Général Clinique Montevideo Institut Maurice de Rothschild pour la Recherche et le traitement des Addictions

**Laurent Maitrugue**. Infirmier en unité de substitution et pour la réduction des risques auprès des usagers de drogues

**Madeleine Mercier**

**Alain Morel**, directeur Médical du Trait d'Union

**Jean Francois Perdrieau**, président de la Fédération des Intervenants en Addictologie du 92

**Perlette Petit**, présidente de l'association Charonne

**Emmanuelle Peyret**, Medecin-addictologue, hôpital Georges Pompidou

**Patrick Pharo** directeur de recherche au CNRS et à l'Université Paris Descartes CERSES (Centre de recherche sens éthique société)

**Mikaël Quilliou**, sociologue, responsable de projet à BUC-Ressources

**Jean-Baptiste Selleret**, intervenant en Maison d'arrêt, membre du conseil d'administration de l'AFR

**Anne Souyris**, porte parole nationale des Verts

**Sylviane Touzé**, sociologue, Montpellier  
**Maryline Touze**, médecin - psychiatre CEDAT, Mantes la Jolie